

L'économie canadienne

gouvernement trouve toujours commode, toutes les fois qu'il est question de ce projet de centrale, d'en saisir un groupe de spécialistes, une commission ou un comité, avec l'assurance qu'il remet ainsi à l'année prochaine ou à la prochaine décennie toute décision à ce sujet. Pourquoi le MEER n'intervient-il pas dans la discussion? Pourquoi le MEER n'est-il pas chargé de coordonner toutes ces études? Pourquoi le MEER n'entreprend-il pas une tâche vraiment utile?

Le MEER a été créé pour mener la lutte contre les disparités régionales. Comme Urie le Hittite, il devait combattre en première ligne et vaincre ou mourir. Mais le MEER est demeuré à l'arrière lorsque le combat faisait rage. Il s'est contenté de distribuer ses subventions et ses prêts pour justifier son existence et a piteusement échoué face aux grands projets que les provinces atlantiques attendaient depuis des générations. En résumé, il a évité de se lancer dans les grands projets de développement sans lesquels les provinces atlantiques resteront ce qu'elles sont aujourd'hui, la région la plus délaissée du Canada.

Le seul moyen de donner aux provinces atlantiques les mêmes chances qu'aux autres provinces, chances qui continuent à leur être refusées, c'est de les doter de l'infrastructure nécessaire à leur développement. Des millions de dollars en subventions morcelées n'ont rien fait pour nous empêcher d'être de plus en plus à la remorque au fil des ans. L'assistance publique a échoué. Il est maintenant temps de revenir à la politique de régionalisme audacieuse et originale mise de l'avant par le député de Prince-Albert (M. Diefenbaker), qui s'appuie sur le principe d'une aide spéciale dispensée massivement aux provinces atlantiques. Là où l'on a éparpillé des millions pour parer à la misère, des milliards sont nécessaires, non pas sous forme de dépenses, mais sous forme d'investissements dans des projets durables et permanents qui feront des provinces atlantiques un associé égal des six autres, et qui éliminera une fois pour toutes la nécessité de nous verser les subsides et les subventions qui nous ont toujours fait considérer comme une région arriérée.

● (2042)

Lancé en grande pompe, le ministère de l'Expansion économique régionale devait être la réponse à tous nos problèmes économiques. Toutefois, il n'a pas fallu longtemps aux provinces atlantiques pour se rendre compte que le nouveau ministère n'était rien qu'un autre organisme fédéral dispensateur de subventions, de prêts et d'aide publique qui refusait d'assumer sa responsabilité d'aller au cœur des problèmes de la région et de mettre de l'avant les projets d'envergure qui—le bon sens nous le dit—doivent constituer la pierre angulaire de la prospérité des provinces atlantiques.

Ces projets sont les suivants: l'usine marémotrice de la baie de Fundy, l'expansion des ports de Saint-Jean et de Halifax et l'application d'une politique de transports atlantiques, qui inclurait un corridor routier construit avec la collaboration des États-Unis et un réseau routier et ferroviaire moderne pouvant acheminer des produits agricoles, du matériel pour les industries manufacturières et d'autres marchandises vers les marchés internationaux en passant par les ports de Saint-Jean et de Halifax.

A mon sens, de nouvelles politiques devraient témoigner d'une volonté de travailler à la base de l'économie des provinces atlantiques et de procéder systématiquement. Il faut arrê-

ter une nouvelle série de priorités et les projets que je viens de mentionner doivent figurer en tête de liste.

Je ne demande pas la lune. Je demande qu'on traite équitablement une région dont les problèmes ne seront pas réglés par l'apport de subventions et de subsides, quel qu'en soit le montant, si l'on ne met pas en place une infrastructure solide.

Donnez le feu vert au projet d'usine marémotrice dans la baie de Fundy, et les Maritimes deviendront la centrale électrique du continent, et les Canadiens, les Américains—et même les Britanniques, les Français et les Japonais—se presseront à nos portes pour investir chez nous.

Qu'on nous donne ce corridor routier et en reliant par une autoroute Vanceboro dans le Maine, à Sherbrooke au Québec, les transporteurs, les voyageurs et les touristes se rapprocheront de 5 heures ou de 150 milles des marchés et des débouchés du Canada central, et l'inverse est également vrai.

Que l'on nous donne des installations portuaires et les super-pétroliers et les grands porte-conteneurs du monde entier s'empresseront de venir mouiller dans nos ports.

En somme, donnez-nous l'infrastructure essentielle à notre développement. Ensuite le reste du Canada pourra oublier les subventions, les subsides et aumônes de toutes sortes qu'ils sont forcés de nous donner, souvent contre leur volonté, pour la bonne raison que personne n'a jamais eu l'intelligence, la prévoyance et la volonté d'affronter la réalité et de nous donner les instruments dont nous avons besoin pour mettre de l'ordre chez nous.

Je suggère donc que le gouvernement concentre son attention sur les infrastructures que j'ai mentionnées et oriente les efforts de tous les services gouvernementaux vers les problèmes des inégalités régionales.

[Français]

M. Armand Caouette (Villeneuve): Monsieur le président, tout d'abord j'aimerais féliciter le motionnaire de la motion que nous avons à discuter aujourd'hui à la Chambre. Évidemment cette motion ouvre les portes toutes grandes aux discussions des plus graves problèmes que nous connaissons actuellement au Canada, soit l'inflation et le chômage. J'aimerais tout d'abord, monsieur le président, soulever quelques aspects du discours du ministre des Finances (M. Chrétien) qu'il a fait cet après-midi en cette enceinte.

Tout d'abord, monsieur le président, le ministre s'est dit d'accord avec nous, l'opposition, pour dire qu'il est vrai que présentement nous avons de graves problèmes économiques dans ce grand pays si prospère soit-il et avec tant de richesses. Mais, monsieur le président, qu'est-ce que le ministre des Finances a réussi à faire depuis qu'il est titulaire de ce nouveau ministère ainsi que son prédécesseur pour essayer de résoudre les problèmes que sont le chômage et l'inflation? Tout d'abord le ministre des Finances, cet après-midi, s'est encore une fois moqué de la population en disant que le gouvernement a dit, surtout depuis le 15 novembre dernier, que si nous avons des problèmes économiques dans tout le pays et surtout dans la province de Québec, et ici j'aimerais bien attirer l'attention des députés gouvernementaux pour qu'on ne dise pas demain que je parle en faveur des péquistes parce que c'est faux. Au contraire, je ne parle pas pour les péquistes, mais je peux dire que, même si je siège ici à la Chambre des communes comme fédéraliste, je suis fédéraliste, mais je n'ai pas d'œilères de